

3.2

Réglementation

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Aucune information.

3.2.2 Publication

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations continues des personnes inscrites

Dispenses ouvertes aux membres des organismes d'autorégulation (OAR) et à leurs représentants de courtiers

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations continues des personnes inscrites.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de la modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations continues des personnes inscrites*.

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que l'instruction générale sera adoptée sous forme d'instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sophie Jean
Analyste expert en réglementation – pratiques de distribution
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4786
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Le 25 novembre 2011

Avis de publication

Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites

Le 25 novembre 2011

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») mettent en œuvre les modifications (les « modifications ») au *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le « règlement ») et à l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (l'« instruction générale ») concernant les dispenses ouvertes aux membres des organismes d'autoréglementation (OAR) et à leurs représentants de courtiers, prévues aux parties 3 et 9 du règlement. Les modifications sont assujetties à certaines approbations, notamment ministérielles. Le 13 mai 2011, nous avons publié des textes similaires pour consultation (le « projet de mai 2011 »).

Contenu de l'avis

Le présent avis donne un aperçu des modifications; il renferme également l'annexe A, intitulée « Prise du règlement ». Les modifications sont publiées avec le présent avis.

Objet des modifications

Les articles 9.3 et 9.4 du règlement dispensent les sociétés inscrites qui sont membres de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) ou de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACFM) de l'application de certaines dispositions du règlement au motif que ces OAR possèdent des dispositions visant le même objet. De même, l'article 3.16 dispense les personnes physiques inscrites qui sont représentants de courtiers de ces sociétés inscrites de l'application de certaines dispositions du règlement au motif qu'elles sont assujetties aux dispositions des OAR visant le même objet.

En vertu des modifications, ces dispenses ne seront ouvertes à ces sociétés inscrites et personnes physiques inscrites que si celles-ci se conforment à la disposition des OAR correspondante qui est précisée à l'Annexe G ou à l'Annexe H du règlement. Cela signifie que les sociétés inscrites ou les personnes physiques inscrites qui ne se conforment pas à une disposition des OAR devront se conformer à la disposition correspondante du règlement, faute de quoi, elles se trouveront assujetties au même régime de sanctions que les autres personnes inscrites ne respectant pas les dispositions du règlement.

En particulier, nous modifions les articles 3.16, 9.3 et 9.4 du règlement en vue d'ajouter, comme condition aux dispenses prévues à ces articles, l'obligation pour les personnes physiques inscrites et les sociétés inscrites de se conformer aux dispositions correspondantes des règlements intérieurs, règles, règlements et politiques de l'OCRCVM, dans le cas des courtiers en placement, ou de l'ACFM, dans le cas des courtiers en épargne collective.

Les modifications apportées à l'instruction générale visent à préciser l'application des modifications du règlement.

Réponse aux commentaires reçus sur le projet de mai 2011

Nous avons reçu deux mémoires sur le projet de mai 2011, l'un de Groupe Gestion privée BMO et l'autre de Fonds d'investissement Royal Inc. Nous remercions ces intervenants de leur participation. Il est possible de consulter les mémoires sur les sites Web suivants :

www.lautorite.qc.ca
www.osc.gov.on.ca

Le seul commentaire qui avait directement trait au projet de mai 2011 faisait part d'une préférence pour le régime actuel de sanctions. L'intervenant est d'avis que les modifications au règlement alourdiraient le fardeau réglementaire des personnes inscrites et de leurs représentants de courtiers en exposant les sociétés membres de l'OCRCVM ou de l'ACFM à un risque de « double incrimination ».

Nous ne sommes pas de cet avis. Selon nous, le respect des dispositions correspondantes de l'OCRCVM et de l'ACFM est une condition pertinente à laquelle subordonner les dispenses prévues aux parties 3 et 9 du règlement.

Changements au projet de mai 2011

Nous n'avons apporté aucun changement au règlement n'ayant pas été énoncé dans le projet de mai 2011. Nous avons modifié l'instruction générale afin de préciser que la personne physique ou la société qui est dispensée d'une disposition des OAR et se conforme aux conditions de la dispense est considérée comme s'étant conformée à cette disposition.

Mise en œuvre des modifications

Sous réserve de l'obtention de toutes les approbations requises, notamment ministérielles, les modifications au règlement entreront en vigueur le 28 février 2012. Les modifications à l'instruction générale prendront effet à la même date. Des renseignements supplémentaires concernant la prise du règlement dans certains territoires figurent à l'Annexe A du présent avis.

Renseignements

Le règlement et l'instruction générale sont affichés sur les sites Web de certains membres des ACVM, notamment les suivants :

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.bsc.bc.ca
www.gov.ns.ca/nssc
www.nbsc-cvmb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.sfsc.gov.sk.ca

Questions

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des personnes suivantes :

Sophie Jean
 Analyste expert en réglementation – pratiques de distribution
 Autorité des marchés financiers
 Tél. : 514-395-0337, poste 4786
 Sans frais : 1-877-525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Sarah Corrigan-Brown
Senior Legal Counsel, Legal Services
Capital Markets Regulation Division
British Columbia Securities Commission
Tél. : 604-899-6738
1-800-373-6393
scorrigan-brown@bcsc.bc.ca

Navdeep Gill
Legal Counsel, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tél. : 403-355-9043
navdeep.gill@asc.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal and Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Tél. : 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

Chris Besko
Legal Counsel, Deputy Director
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Tél. : 204-945-2561
Sans frais (Manitoba seulement) : 1-800-655-5244
chris.besko@gov.mb.ca

Robert F. Kohl
Senior Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Tél. : 416-593-8233
rkohl@osc.gov.on.ca

Brian W. Murphy
Deputy Director, Capital Markets
Nova Scotia Securities Commission
Tél. : 902-424-4592
murphybw@gov.ns.ca

Ella-Jane Loomis
Conseillère juridique
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
Tél. : 506-643-7857
ella-jane.loomis@gnb.ca

Katharine Tummon
Superintendent of Securities
Prince Edward Island Securities Office
Tél. : 902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Craig Whalen
Manager of Licensing, Registration and Compliance
Office of the Superintendent of Securities
Government of Newfoundland and Labrador
Tél. : 709-729-5661
cwhalen@gov.nl.ca

Louis Arki, Directeur, Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice, Gouvernement du Nunavut
Tél. : 867-975-6587
larki@gov.nu.ca

Donn MacDougall
Deputy Superintendent, Legal & Enforcement
Bureau du surintendant des valeurs mobilières
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Tél. : 867-920-8984
donald_macdougall@gov.nt.ca

Frederik J. Pretorius
Manager Corporate Affairs (C-6)
Ministère des Services aux communautés
Gouvernement du Yukon
Tél. : 867-667-5225
Fred.Pretorius@gov.yk.ca

Annexe A

Prise du règlement

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») mettent en œuvre les modifications (les « modifications ») au *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le « règlement ») et à l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (l'« instruction générale »).

Les modifications au règlement seront mises en œuvre de la manière suivante :

- sous forme de règle en Alberta, en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador;
- sous forme de règlement au Nunavut, au Québec, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon;
- sous forme de règlement de la commission en Saskatchewan.

Les changements à l'instruction générale seront mis en œuvre sous forme d'instruction générale dans tous les territoires représentés au sein des ACVM.

En Ontario, les modifications au règlement et les autres documents prescrits ont été remis au ministre des Finances le 25 novembre 2011. Le ministre peut approuver le règlement, le rejeter ou encore le retourner pour réexamen. Si le ministre l'approuve ou ne prend pas d'autres mesures, les modifications au règlement entreront en vigueur le 28 février 2012.

Au Québec, les modifications au règlement sont prises sous forme de règlement en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et doivent être approuvées, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique. Il est également publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers.

En Colombie-Britannique, la mise en œuvre des modifications au règlement est subordonnée à l'approbation du ministre compétent. Sous réserve des approbations nécessaires, la Colombie-Britannique prévoit que le règlement entrera en vigueur le 28 février 2012.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 11° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites est modifié par l'insertion, après la définition de l'expression « courtier sur le marché dispensé », des suivantes :

« disposition de l'ACFM »: un règlement intérieur, une règle, un règlement ou une politique de l'ACFM figurant à l'Annexe H, et ses modifications;

« disposition de l'OCRCVM »: un règlement intérieur, une règle, un règlement ou une politique de l'OCRCVM figurant à l'Annexe G, et ses modifications; ».

2. L'article 3.16 de ce règlement est modifié :

1° par l'insertion après le paragraphe 1, du suivant :

« 1.1) Les obligations prévues aux sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 ne s'appliquent pas à la personne physique inscrite qui est représentant de courtier d'un membre de l'OCRCVM à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'OCRCVM correspondantes en vigueur. »;

2° par l'insertion après le paragraphe 2, du suivant :

« 2.1) Les obligations prévues aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas à la personne physique inscrite qui est représentant de courtier d'un membre de l'ACFM à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'ACFM correspondantes en vigueur. ».

3. L'article 9.3 de ce règlement est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant :

« 1.1) Les obligations prévues aux sous-paragraphes *a* à *q* du paragraphe 1 ne s'appliquent pas à la société inscrite à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'OCRCVM correspondantes en vigueur. »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant :

« 2.1) Les obligations prévues aux sous-paragraphes *a* à *m* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas à la société inscrite à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'OCRCVM correspondantes en vigueur. ».

4. L'article 9.4 de ce règlement est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant :

« 1.1) Les obligations prévues aux sous-paragraphes *a* à *q* du paragraphe 1 ne s'appliquent pas à la société inscrite à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'ACFM correspondantes en vigueur. »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant :

« 2.1) Les obligations prévues aux sous-paragraphes *a* à *k* du paragraphe 2 ne s'appliquent pas à la société inscrite à condition qu'elle se conforme aux dispositions de l'ACFM correspondantes en vigueur. ».

5. Ce règlement est modifié par l'addition, après l'Annexe F, des suivantes :

« ANNEXE G – DISPENSE DE CERTAINES OBLIGATIONS POUR LES MEMBRES DE L'OCRCVM (article 9.3)

Disposition du règlement	Disposition de l'OCRCVM
article 12.1 [<i>Obligations en matière de capital</i>]	1. Règle 17.1 des Règles des courtiers membres; 2. Formulaire 1, <i>Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes</i> – Partie I, État B, «Notes et directives»
article 12.2 [<i>Convention de subordination – avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières</i>]	1. Règle 5.2 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 5.2A des Règles des courtiers membres
article 12.3 [<i>Assurance – courtier</i>]	1. Règle 400.2 des Règles des courtiers membres [<i>Police d'assurance des institutions financières</i>]; 2. Règle 400.4 des Règles des courtiers membres [<i>Montants exigés</i>]; 3. Règle 400.5 des Règles des courtiers membres [<i>Restrictions relatives aux articles 2, 3 et 4 de la présente Règle</i>]
article 12.6 [<i>Cautionnement ou assurance global</i>]	1. Règle 400.7 des Règles des courtiers membres [<i>Polices d'assurance globale</i>]
article 12.7 [<i>Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières</i>]	1. Règle 17.6 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 400.3 des Règles des courtiers membres [<i>Avis de résiliation</i>]; 3. Règle 400.3B des Règles des courtiers membres [<i>Résiliation ou annulation</i>]
article 12.10 [<i>États financiers annuels</i>]	1. Règle 16.2 des Règles des courtiers membres [<i>Exigences relatives au dépôt de documents financiers des courtiers membres</i>]; 2. Formulaire 1, <i>Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes</i>
article 12.11 [<i>Information financière intermédiaire</i>]	1. Règle 16.2 des Règles des courtiers membres [<i>Exigences relatives au dépôt de documents financiers des courtiers membres</i>]; 2. Formulaire 1, <i>Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes</i>
article 12.12 [<i>Transmission de l'information financière – courtier</i>]	1. Règle 16.2 des Règles des courtiers membres [<i>Exigences relatives au dépôt de documents financiers des courtiers membres</i>];
paragraphe 3 de l'article 13.2 [<i>Connaissance du client</i>]	1. Paragraphe (a) à (n) de la Règle 1300.1 des Règles des courtiers membres [<i>Identité et solvabilité</i>]; 2. Règle 1300.2 des Règles des courtiers membres; 3. Règle 2500 des Règles des courtiers membres, partie II [<i>Ouverture de comptes</i>]; 4. Formulaire 2, <i>Formulaire d'ouverture de compte</i>

article 13.3 [<i>Convenance au client</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 1300.1(o) des Règles des courtiers membres [<i>Conduite professionnelle</i>]; 2. Règle 1300.1(p) des Règles des courtiers membres [<i>Convenance en général</i>]; 3. Règle 1300.1(q) des Règles des courtiers membres [<i>Évaluation de la convenance requise en cas de formulation de recommandations</i>]; 4. Règle 1300.1(r) et Règle 1300.1(s) des Règles des courtiers membres [<i>Évaluation de la convenance non requise</i>]; 5. Règle 1300.1(t) des Règles des courtiers membres [<i>Approbation de la Société</i>]; 6. Règle 2700 des Règles des courtiers membres, partie I [<i>Convenance au client</i>]; 7. Règle 3200 des Règles des courtiers membres [<i>Normes minimales pour les courtiers membres qui désirent obtenir l'approbation en vertu de l'article 1(t) de la Règle 1300 pour une dispense d'évaluation de la convenance visant les opérations qui ne font pas l'objet d'une recommandation du courtier membre</i>]
article 13.12 [<i>Restriction en matière de prêts aux clients</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 100 des Règles des courtiers membres [<i>Couverture prescrite</i>]
article 13.13 [<i>Mise en garde concernant le recours à un emprunt</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 29.26 des Règles des courtiers membres
article 13.15 [<i>Traitement des plaintes</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 2500B des Règles des courtiers membres [<i>Traitement des plaintes de clients</i>]; 2. Règle 2500 des Règles des courtiers membres, partie VIII [<i>Plaintes de clients</i>]
Paragraphe 2 de l'article 14.2 [<i>Information sur la relation</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règles des courtiers membres de l'OCRCVM prévoyant les obligations en matière de présentation de l'information sur la relation semblables à celles du projet de modèle de relation client-conseiller de l'OCRCVM, publié pour consultation le 7 janvier 2011; <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p>L'OCRCVM n'a pas encore attribué de numéro à la règle sur l'information sur la relation de son projet de modèle de relation client-conseiller. Nous renverrons à cette règle par son numéro lorsque celui-ci lui aura été attribué.</p> </div> 2. Règle 29.8 des Règles des courtiers membres; 3. Règle 200.1(c) des Règles des courtiers membres; 4. Règle 200.1(h) des Règles des courtiers membres; 5. Règle 1300.1(p) des Règles des courtiers membres [<i>Convenance en général</i>]; 6. Règle 1300.1(q) des Règles des courtiers membres [<i>Évaluation de la convenance requise en cas de formulation de recommandations</i>]; 7. Règle 1300.2 des Règles des courtiers membres; 8. Règle 2500B, partie 4 des Règles des courtiers membres [<i>Procédures/normes relatives au traitement des plaintes</i>]
article 14.6 [<i>Garde des actifs des clients en</i>]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 17.3 des Règles des courtiers membres

<i>fiducie]</i>	
article 14.8 [Titres faisant l'objet d'un contrat de garde]	1. Règle 17.2A des Règles des courtiers membres 2. Règle 2600 des Règles des courtiers membres – Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne [Garde des titres des clients]
article 14.9 [Titres ne faisant pas l'objet d'un contrat de garde]	1. Règle 17.3 des Règles des courtiers membres; 2. Règle 17.3A des Règles des courtiers membres; 3. Règle 200.1(c) des Règles des courtiers membres
article 14.12 [Contenu et transmission de l'avis d'exécution]	1. Règle 200.1(h) des Règles des courtiers membres

« ANNEXE H – DISPENSE DE CERTAINES OBLIGATIONS POUR LES MEMBRES DE L'ACFM (article 9.4)

Disposition du règlement	Disposition de l'ACFM
article 12.1 [Obligations en matière de capital]	1. Règle 3.1.1 [Niveaux minimums]; 2. Règle 3.1.2 [Avis]; 3. Règle 3.2.2 [Capital du membre]; 4. Formulaire 1, Rapport et questionnaire financiers; 5. Principe directeur n°4 [Énoncé de principe 2 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Suffisance du capital]
article 12.2 [Convention de subordination – avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières]	1. Formulaire 1, Rapport et questionnaire financiers, État F [État de l'évolution des emprunts subordonnés]; 2. Trousse d'adhésion – Annexe I (Convention de subordination de prêt)
article 12.3 [Assurance – courtier]	1. Règle 4.1 [Police d'assurance des institutions financières]; 2. Règle 4.4 [Montants exigés]; 3. Règle 4.5 [Restrictions]; 4. Principe directeur n°4 [Énoncé de principe 3 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Assurances]
article 12.6 [Cautionnement ou assurance global]	1. Règle 4.7 [Polices d'assurance globale]
article 12.7 [Modification, demande d'indemnité ou résiliation – avis à l'agent responsable ou à l'autorité en valeurs mobilières]	1. Règle 4.2 [Avis de résiliation]; 2. Règle 4.3 [Résiliation ou annulation]
article 12.10 [États financiers annuels]	1. Règle 3.5.1 [Dépôts mensuels et annuels]; 2. Règle 3.5.2 [États financiers combinés]; 3. Formulaire 1, Rapport et questionnaire financiers
article 12.11 [Information financière intermédiaire]	1. Règle 3.5.1 [Dépôts mensuels et annuels]; 2. Règle 3.5.2 [États financiers combinés]; 3. Formulaire 1, Rapport et questionnaire financiers
article 12.12 [Transmission de l'information financière – courtier]	1. Règle 3.5.1 [Dépôts mensuels et annuels]
article 13.3 [Convenance au client]	1. Règle 2.2.1 [Connaissance du client]; 2. Principe directeur n°2 [Normes minimales de surveillance des comptes]
article 13.12 [Restriction en matière de prêts aux clients]	1. Règle 3.2.1 [Prêts aux clients et marge]; 2. Règle 3.2.3 [Avance de fonds relativement au produit de rachat de titres d'organismes de placement collectif]
article 13.13 [Mise en	1. Règle 2.6 [Emprunt pour l'achat de titres]

<i>garde concernant le recours à un emprunt]</i>	
article 13.15 [Traitement des plaintes]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 2.11 [Plaintes] 2. Principe directeur n°3 [Traitement des plaintes, enquêtes du personnel de supervision et discipline interne]; 3. Principe directeur n°6 [Exigences en matière de déclaration de renseignements]
Paragraphe 2 de l'article 14.2 [Information sur la relation]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 2.2.5 [Information sur la relation]
article 14.6 [Garde des actifs des clients en fiducie]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 3.3.1 [Généralités]; 2. Règle 3.3.2 [Espèces]; 3. Principe directeur n°4 [Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Liquidités et titres et Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne – Dépôt fiduciaire des titres des clients]
article 14.8 [Titres faisant l'objet d'un contrat de garde]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 3.3.3 [Titres]; 2. Principe directeur n°4 [Énoncé de principe 4 relatif au contrôle interne de l'ACFM – Liquidités et titres et Énoncé de principe 5 relatif au contrôle interne – Dépôt fiduciaire des titres des clients]
article 14.9 [Titres ne faisant pas l'objet d'un contrat de garde]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 3.3.3 [Titres]
article 14.12 [Contenu et transmission de l'avis d'exécution]	<ol style="list-style-type: none"> 1. Règle 5.4.1 [Remise des avis d'exécution]; 2. Règle 5.4.2 [Programmes de paiement automatique]; 3. Règle 5.4.3 [Contenu]

».

6. Le présent règlement entre en vigueur le 28 février 2012.

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES

1. L'article 3.16 de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispense d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* est modifié par l'addition, après le dernier paragraphe, des suivants :

« Nous nous attendons à ce que les personnes physiques inscrites comme représentants de courtiers qui sont membres de l'OCRCVM ou de l'ACFM se conforment aux règlements intérieurs, règles, règlements et politiques de l'OCRCVM ou de l'ACFM, selon le cas (les « dispositions des OAR »). Ces personnes physiques ne peuvent se prévaloir des dispenses prévues à l'article 3.16, sauf si elles se conforment aux dispositions des OAR correspondantes qui sont précisées dans le règlement. Nous considérons la conformité aux procédures, interprétations, avis, bulletins et pratiques de l'OCRCVM ou de l'ACFM comme étant pertinente pour juger de la conformité aux dispositions des OAR.

« À cet égard, la personne physique qui est dispensée d'une disposition des OAR et se conforme aux conditions de la dispense serait considérée comme s'étant conformée à cette disposition. ».

2. L'article 9.4 de cette instruction générale est modifié par l'addition, après le dernier paragraphe, des suivants :

« Nous nous attendons à ce que les sociétés inscrites qui sont membres de l'OCRCVM ou de l'ACFM se conforment aux règlements intérieurs, règles, règlements et politiques de l'OCRCVM ou de l'ACFM, selon le cas (les « dispositions des OAR »). Ces sociétés ne peuvent se prévaloir des dispenses prévues à la partie 9, sauf si elles se conforment aux dispositions des OAR correspondantes qui sont précisées dans le règlement. Nous considérons la conformité aux procédures, interprétations, avis, bulletins et pratiques de l'OCRCVM ou de l'ACFM comme étant pertinente pour juger de la conformité aux dispositions des OAR.

« À cet égard, la société qui est dispensée d'une disposition des OAR et se conforme aux conditions de la dispense serait considérée comme s'étant conformée à cette disposition. ».

Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations**Exemptions for members of a self-regulatory organization (SRO) and their dealing representatives**

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended text, in English and French, of the following amendments to *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations.*

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulation.

Additional Information

Further information is available from:

Sophie Jean
Analyste expert en réglementation – pratiques de distribution
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 4786
Toll-free : 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

November 25, 2011

Notice of Amendments

Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations

Amendments to Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations

November 25, 2011

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) are implementing amendments (the Amendments) to *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (Regulation 31-103 or the Regulation) and *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (the Policy Statement) related to the exemptions for members of a self-regulatory organization (SRO) and their dealing representatives in Parts 3 and 9 of the Regulation. The Amendments are subject to approvals, including ministerial approvals. On May 13, 2011 we published similar material for comment (the May 2011 Proposal).

Contents of this notice

This notice gives an overview of the Amendments and contains Annex A - Adoption of the Amendments. The Amendments are published with this notice.

Purpose and substance of the Amendments

Sections 9.3 and 9.4 of Regulation 31-103 provide exemptions to registered firms that are members of the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC) or the Mutual Fund Dealers Association of Canada (MFDA) from a number of provisions in Regulation 31-103, on the basis that these SROs have provisions that deal with the same subject matter. Similarly, section 3.16 provides exemptions for registered individuals who are dealing representatives of these registered firms from certain provisions in Regulation 31-103, on the basis that they are subject to SRO provisions that deal with the same subject matter.

Under the Amendments, these exemptions will not be available to these registered firms and registered individuals unless these firms and individuals comply with the corresponding SRO provision set out in Appendix G or Appendix H of Regulation 31-103. This will mean that registered firms or registered individuals that do not comply with an SRO provision will have to comply with the corresponding Regulation 31-103 provision; if they do not, they will be subject to the same enforcement regime that applies to other registrants that fail to comply with Regulation 31-103.

Specifically, we are amending sections 3.16, 9.3 and 9.4 of Regulation 31-103 in order to add, as a condition to the exemptions provided in these sections, that the registered individual or the registered firm comply with, in the case of an investment dealer firm, the specified corresponding provisions of by-laws, rules, regulations and policies of IIROC or, in the case of a mutual fund dealer firm, the specified corresponding provisions of by-laws, rules, regulations and policies of the MFDA.

The Amendments to the Policy Statement are designed to clarify the application of the Amendments to the Regulation.

Response to comments received on the May 2011 Proposal

We received two comment letters on the May 2011 Proposal, from BMO Private Client Group and Royal Mutual Funds Inc., and thank both commenters. Copies of the comment letters are posted on the following websites:

www.lautorite.qc.ca

www.osc.gov.on.ca

The only comment within the scope of the May 2011 Proposal expressed a preference for the current enforcement regime, the commenter being of the view the Amendments to the Regulation would increase the regulatory burden for registrants and their dealing representatives by creating a “double jeopardy situation” for IIROC or MFDA member firms.

We do not agree. We are of the view that compliance with the corresponding IIROC and MFDA provisions is an appropriate condition to the exemptions provided in Parts 3 and 9 of the Regulation.

Changes to the May 2011 Proposal

We have not made any changes to the Regulation which were not set out in the May 2011 Proposal. We have made a change to the Policy Statement in order to clarify that we consider an individual or a firm that has an exemption from an SRO provision and complies with the terms of that exemption to have complied with that SRO provision.

Adoption of the Amendments

Provided all necessary approvals are obtained, including ministerial approvals, the Amendments to the Regulation will come into force on February 28, 2012. The changes to the Policy Statement would become effective on the same date. Additional information about the adoption processes for some jurisdictions is provided in Annex C of this Notice.

Where to find more information

The Regulation and the Policy Statement are available on websites of CSA members, including:

www.lautorite.qc.ca

www.albertasecurities.com

www.bcsc.bc.ca

www.gov.ns.ca/nssc

www.nbsc-cvmb.ca

www.osc.gov.on.ca

www.sfsc.gov.sk.ca

Questions

Please refer your questions to any of the following CSA staff:

Sophie Jean

Analyste expert en réglementation – pratiques de distribution

Autorité des marchés financiers

Tel: 514-395-0337, ext. 4786

Toll-free: 1-877-525-0337

sophie.jean@lautorite.qc.ca

Sarah Corrigan-Brown
Senior Legal Counsel, Legal Services
Capital Markets Regulation Division
British Columbia Securities Commission
Tel: 604-899-6738
1-800-373-6393
scorrigan-brown@bcsc.bc.ca

Navdeep Gill
Legal Counsel, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tel: 403-355-9043
navdeep.gill@asc.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal and Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Tel: 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

Chris Besko
Legal Counsel, Deputy Director
The Manitoba Securities Commission
Tel: 204-945-2561
Toll Free (Manitoba only): 1-800-655-5244
chris.besko@gov.mb.ca

Robert F. Kohl
Senior Legal Counsel, Compliance and Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
Tel: 416-593-8233
rkohl@osc.gov.on.ca

Brian W. Murphy
Deputy Director, Capital Markets
Nova Scotia Securities Commission
Tel: 902-424-4592
murphybw@gov.ns.ca

Ella-Jane Loomis
Legal Counsel
New Brunswick Securities Commission
Tel: 506-643-7857
ella-jane.loomis@gnb.ca

Katharine Tummon
Superintendent of Securities
Prince Edward Island Securities Office
Tel: 902-368-4542
kptummon@gov.pe.ca

Craig Whalen
Manager of Licensing, Registration and Compliance
Office of the Superintendent of Securities
Government of Newfoundland and Labrador
Tel: 709-729-5661
cwhalen@gov.nl.ca

Louis Arki, Director, Legal Registries
Department of Justice, Government of Nunavut
Tel: 867-975-6587
larki@gov.nu.ca

Donn MacDougall
Deputy Superintendent, Legal & Enforcement
Office of the Superintendent of Securities
Government of the Northwest Territories
Tel: 867-920-8984
donald_macdougall@gov.nt.ca

Frederik J. Pretorius
Manager Corporate Affairs (C-6)
Dept of Community Services
Government of Yukon
Tel: 867-667-5225
Fred.Pretorius@gov.yk.ca

Annex A

Adoption of the Amendments

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) are implementing amendments (the Amendments) to *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (“Regulation 31-103”) and *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (“Policy Statement 31-103”).

The Amendments to Regulation 31-103 will be implemented as:

- a rule in each of Alberta, British Columbia, Manitoba, Newfoundland and Labrador, Nova Scotia, New Brunswick, Ontario and Prince Edward Island
- a regulation in each of Québec, the Northwest Territories, Nunavut and the Yukon Territory
- a commission regulation in Saskatchewan

The changes to Policy Statement 31-103 will be adopted as a policy in each of the jurisdictions represented by the CSA.

In Ontario, the Amendments to Regulation 31-103 and other required materials were delivered to the Minister of Finance on November 25, 2011. The Minister may approve or reject the Rule or return it for further consideration. If the Minister approves the Rule or does not take any further action, the Amendments to Regulation 31-103 will come into force on February 28, 2012.

In Québec, the Amendments to Regulation 31-103 are adopted as a regulation made under section 331.1 of the *Securities Act* (Québec) and must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance. The regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation. It is also published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers.

In British Columbia, the implementation of the Amendments to Regulation 31-103 is subject to ministerial approval. Provided all necessary approvals are obtained, British Columbia expects the Rule to come into force on February 28, 2012.

REGULATION TO AMEND REGULATION 31-103 RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING REGISTRANT OBLIGATIONS

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations is amended:

(1) by inserting, after the definition of the expression “IIROC”, the following:

““IIROC Provision” means a by-law, rule, regulation or policy of IIROC named in Appendix G, as amended from time to time;”;

(2) by inserting, after the definition of the expression “MFDA”, the following:

““MFDA Provision” means a by-law, rule, regulation or policy of the MFDA named in Appendix H, as amended from time to time;”.

2. Section 3.16 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, after paragraph (1), the following:

“(1.1) Subsection (1) only applies to a registered individual who is a dealing representative of a member of IIROC in respect of a requirement specified in any of paragraphs (1)(a) to (c) if the registered individual complies with the corresponding IIROC Provisions that are in effect.”;

(2) by inserting, after paragraph (2), the following:

“(2.1) Subsection (2) only applies to a registered individual who is a dealing representative of a member of the MFDA in respect of a requirement specified in paragraphs (2)(a) or (b) if the registered individual complies with the corresponding MFDA Provisions that are in effect.”.

3. Section 9.3 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, after paragraph (1), the following:

“(1.1) Subsection (1) only applies to a registered firm in respect of a requirement specified in any of paragraphs (1)(a) to (q) if the registered firm complies with the corresponding IIROC Provisions that are in effect.”;

(2) by inserting, after paragraph (2), the following:

“(2.1) Subsection (2) only applies to a registered firm in respect of a requirement specified in any of paragraphs (2)(a) to (m) if the registered firm complies with the corresponding IIROC Provisions that are in effect.”.

4. Section 9.4 of the Regulation is amended:

(1) by inserting, after paragraph (1), the following:

“(1.1) Subsection (1) only applies to a registered firm in respect of a requirement specified in any of paragraphs (1)(a) to (q) if the registered firm complies with the corresponding MFDA Provisions that are in effect.”;

(2) by inserting, after paragraph (2), the following:

“(2.1) Subsection (2) only applies to a registered firm in respect of a requirement specified in any of paragraphs (2)(a) to (k) if the registered firm complies with the corresponding MFDA Provisions that are in effect.”.

5. The Regulation is amended by adding, after Appendix F, the following:

**“APPENDIX G – EXEMPTIONS FROM CERTAIN REQUIREMENTS FOR IIROC MEMBERS
(Section 9.3)**

Regulation 31-103 Provision	IIROC Provision
section 12.1 [<i>capital requirements</i>]	1. Dealer Member Rule 17.1; and 2. Form 1 <i>Joint Regulatory Financial Questionnaire and Report</i> - Part I, Statement B, “Notes and Instructions”
section 12.2 [<i>notifying the regulator of a subordination agreement</i>]	1. Dealer Member Rule 5.2; and 2. Dealer Member Rule 5.2A
section 12.3 [<i>insurance – dealer</i>]	1. Dealer Member Rule 400.2 [<i>Financial Institution Bond</i>]; 2. Dealer Member Rule 400.4 [<i>Amounts Required</i>]; and 3. Dealer Member Rule 400.5 [<i>Provisos with respect to Dealer Member Rules 400.2, 400.3 and 400.4</i>]
section 12.6 [<i>global bonding or insurance</i>]	1. Dealer Member Rule 400.7 [<i>Global Financial Institution Bonds</i>]
section 12.7 [<i>notifying the regulator of a change, claim or cancellation</i>]	1. Dealer Member Rule 17.6; 2. Dealer Member Rule 400.3 [<i>Notice of Termination</i>]; and 3. Dealer Member Rule 400.3B [<i>Termination or Cancellation</i>]
section 12.10 [<i>annual financial statements</i>]	1. Dealer Member Rule 16.2 [<i>Dealer Member Filing Requirements</i>]; and 2. Form 1 <i>Joint Regulatory Financial Questionnaire and Report</i>
section 12.11 [<i>interim financial information</i>]	1. Dealer Member Rule 16.2 [<i>Dealer Member Filing Requirements</i>]; and 2. Form 1 <i>Joint Regulatory Financial Questionnaire and Report</i>
section 12.12 [<i>delivering financial information – dealer</i>]	1. Dealer Member Rule 16.2 [<i>Dealer Member Filing Requirements</i>]
subsection 13.2(3) [<i>know your client</i>]	1. Dealer Member Rule 1300.1(a)-(n) [<i>Identity and Creditworthiness</i>]; 2. Dealer Member Rule 1300.2; 3. Dealer Member Rule 2500, Section II [<i>Opening New Accounts</i>]; and 4. Form 2 <i>New Client Application Form</i>
section 13.3 [<i>suitability</i>]	1. Dealer Member Rule 1300.1(o) [<i>Business Conduct</i>]; 2. Dealer Member Rule 1300.1(p) [<i>Suitability Generally</i>]; 3. Dealer Member Rule 1300.1(q) [<i>Suitability Determination Required When Recommendation Provided</i>]; 4. Dealer Member Rule 1300.1(r) and Dealer Member Rule 1300.1(s) [<i>Suitability Determination Not Required</i>]; 5. Dealer Member Rule 1300.1(t) [<i>Corporation Approval</i>]; 6. Dealer Member Rule 2700, Section I [<i>Customer Suitability</i>]; and 7. Dealer Member Rule 3200 [<i>Minimum Requirements</i>]

	<i>for Dealer Members Seeking Approval Under Rule 1300.1(t) for Suitability Relief for Trades not Recommended by the Member</i>
section 13.12 [restriction on lending to clients]	1. Dealer Member Rule 100 [Margin Requirements]
section 13.13 [disclosure when recommending the use of borrowed money]	1. Dealer Member Rule 29.26
section 13.15 [handling complaints]	1. Dealer Member Rule 2500B [Client Complaint Handling]; and 2. Dealer Member Rule 2500, Section VIII [Client Complaints]
subsection 14.2(2) [relationship disclosure information]	1. Dealer Member Rules of IIROC that set out the requirements for relationship disclosure information similar to those contained in IIROC's Client Relationship Model proposal, published for comment on January 7, 2011; <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 5px 0;"> IIROC has not yet assigned a number to the relationship disclosure dealer member rule in its Client Relationship Model proposal. We will refer to the dealer member rule number when IIROC has assigned one. </div> 2. Dealer Member Rule 29.8; 3. Dealer Member Rule 200.1(c); 4. Dealer Member Rule 200.1(h); 5. Dealer Member Rule 1300.1(p) [Suitability Generally]; 6. Dealer Member Rule 1300.1(q) [Suitability Determination Required When Recommendation Provided]; 7. Dealer Member Rule 1300.2; and 8. Dealer Member Rule 2500B, Part 4 [Complaint procedures / standards]
section 14.6 [holding client assets in trust]	1. Dealer Member Rule 17.3
section 14.8 [securities subject to a safekeeping agreement]	1. Dealer Member Rule 17.2A 2. Dealer Member Rule 2600 – Internal Control Policy Statement 5 [Safekeeping of Clients' Securities]
section 14.9 [securities not subject to a safekeeping agreement]	1. Dealer Member Rule 17.3; 2. Dealer Member Rule 17.3A; and 3. Dealer Member Rule 200.1(c)
section 14.12 [content and delivery of trade confirmation]	1. Dealer Member Rule 200.1(h)

“APPENDIX H – EXEMPTIONS FROM CERTAIN REQUIREMENTS FOR MFDA MEMBERS (Section 9.4)

Regulation 31-103 Provision	MFDA Provision
section 12.1 [capital requirements]	1. Rule 3.1.1 [Minimum Levels]; 2. Rule 3.1.2 [Notice]; 3. Rule 3.2.2 [Member Capital] ; 4. Form 1 MFDA Financial Questionnaire and Report; and 5. Policy No. 4 [Internal Control Policy Statements – Policy Statement 2: Capital Adequacy]
section 12.2 [notifying the	1. Form 1 MFDA Financial Questionnaire and Report,

<i>regulator of a subordination agreement]</i>	Statement F [<i>Statement of Changes in Subordinated Loans</i>]; and 2. Membership Application Package – Schedule I (Subordinated Loan Agreement)
section 12.3 [<i>insurance – dealer</i>]	1. Rule 4.1 [<i>Financial Institution Bond</i>]; 2. Rule 4.4 [<i>Amounts Required</i>]; 3. Rule 4.5 [<i>Provisos</i>]; and 4. Policy No. 4 [<i>Internal Control Policy Statements – Policy Statement 3: Insurance</i>]
section 12.6 [<i>global bonding or insurance</i>]	1. Rule 4.7 [<i>Global Financial Institution Bonds</i>]
section 12.7 [<i>notifying the regulator of a change, claim or cancellation</i>]	1. Rule 4.2 [<i>Notice of Termination</i>]; and 2. Rule 4.3 [<i>Termination or Cancellation</i>]
section 12.10 [<i>annual financial statements</i>]	1. Rule 3.5.1 [<i>Monthly and Annual</i>]; 2. Rule 3.5.2 [<i>Combined Financial Statements</i>]; and 3. Form 1 MFDA Financial Questionnaire and Report
section 12.11 [<i>interim financial information</i>]	1. Rule 3.5.1 [<i>Monthly and Annual</i>]; 2. Rule 3.5.2 [<i>Combined Financial Statements</i>]; and 3. Form 1 MFDA Financial Questionnaire and Report
section 12.12 [<i>delivering financial information – dealer</i>]	1. Rule 3.5.1 [<i>Monthly and Annual</i>]
section 13.3 [<i>suitability</i>]	1. Rule 2.2.1 [<i>“Know-Your-Client”</i>]; and 2. Policy No. 2 [<i>Minimum Standards for Account Supervision</i>]
section 13.12 [<i>restriction on lending to clients</i>]	1. Rule 3.2.1 [<i>Client Lending and Margin</i>]; and 2. Rule 3.2.3 [<i>Advancing Mutual Fund Redemption Proceeds</i>]
section 13.13 [<i>disclosure when recommending the use of borrowed money</i>]	1. Rule 2.6 [<i>Borrowing for Securities Purchases</i>]
section 13.15 [<i>handling complaints</i>]	1. Rule 2.11 [<i>Complaints</i>]; 2. Policy No. 3 [<i>Complaint Handling, Supervisory Investigations and Internal Discipline</i>]; and 3. Policy No. 6 [<i>Information Reporting Requirements</i>]
subsection 14.2(2) [<i>relationship disclosure information</i>]	1. Rule 2.2.5 [<i>Relationship Disclosure</i>]
section 14.6 [<i>holding client assets in trust</i>]	1. Rule 3.3.1 [<i>General</i>]; 2. Rule 3.3.2 [<i>Cash</i>]; and 3. Policy No. 4 [<i>Internal Control Policy Statements – Policy Statement 4: Cash and Securities, and Policy Statement 5: Segregation of Clients’ Securities</i>]
section 14.8 [<i>securities subject to a safekeeping agreement</i>]	1. Rule 3.3.3 [<i>Securities</i>]; and 2. Policy No. 4 [<i>Internal Control Policy Statements – Policy Statement 4: Cash and Securities, and Policy Statement 5: Segregation of Clients’ Securities</i>]
section 14.9 [<i>securities not subject to a safekeeping agreement</i>]	1. Rule 3.3.3 [<i>Securities</i>]
section 14.12 [<i>content and delivery of trade confirmation</i>]	1. Rule 5.4.1 [<i>Delivery of Confirmations</i>]; 2. Rule 5.4.2 [<i>Automatic Payment Plans</i>]; and 3. Rule 5.4.3 [<i>Content</i>]

”.

6. This Regulation comes into force on February 28, 2012.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-103
RESPECTING REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING
REGISTRANT OBLIGATIONS**

1. Section 3.16 of *Policy Statement to Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* is amended by adding, after the last paragraph, the following:

“We expect registered individuals who are dealing representatives of IIROC or MFDA members to comply with the by-laws, rules, regulations and policies of IIROC or the MFDA, as applicable (SRO provisions). These individuals cannot rely on the exemptions in section 3.16 unless they are complying with the corresponding SRO provisions specified in Regulation 31-103. We regard compliance with IIROC or MFDA procedures, interpretations, notices, bulletins and practices as relevant to compliance with the applicable SRO provisions.

“For these purposes, an individual that has an exemption from an SRO provision and complies with the terms of that exemption would be considered to have complied with that SRO provision.”.

2. Section 9.4 of the *Policy Statement* is amended by adding, after the last paragraph, the following:

“We expect registered firms that are members of IIROC or the MFDA to comply with the by-laws, rules, regulations and policies of IIROC or the MFDA, as applicable (SRO provisions). These firms cannot rely on the exemptions in Part 9 unless they are complying with the corresponding SRO provisions specified in Regulation 31-103. We regard compliance with IIROC or MFDA procedures, interpretations, notices, bulletins and practices as relevant to compliance with the applicable SRO provisions.

“For these purposes, a firm that has an exemption from an SRO provision and complies with the terms of that exemption would be considered to have complied with that SRO provision.”.

DÉCISION N° 2011-PDG-0165***Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier* (le « Règlement »), conformément au paragraphe 5.1° de l'article 200 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 22 juillet 2011 [(2011) Vol. 8, n° 29, B.A.M.F., section 3.2.1] du projet de Règlement, accompagné de l'avis prévu à l'article 194 de la Loi;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 200 de la Loi au ministre des Finances, qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 217 de la Loi;

Vu le *Décret n° 930-2011 concernant le ministre délégué aux Finances*, 143 G.O. II, 4152, qui habilite le ministre délégué aux Finances à exercer notamment, sous la direction du ministre des Finances, les fonctions relatives à l'application de la Loi;

Vu la recommandation du Surintendant de l'assistance à la clientèle, de l'indemnisation et de la distribution.

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au ministre délégué aux Finances pour approbation.

Fait le 11 octobre 2011.

Mario Albert
Président-directeur général

Règlement sur la formation continue du planificateur financierⁱ

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le règlement suivant :

- *Règlement sur la formation continue du planificateur financier.*

Avis de publication

Le règlement a été pris par l'Autorité le 11 octobre 2011, a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le 1^{er} décembre 2011.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 23 novembre 2011 et est reproduit ci-dessous.

Le 25 novembre 2011

ⁱ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

© Éditeur officiel du Québec, 2011

Partie 2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, 23 novembre 2011, 143^e année, n^o 47

5067

A.M., 2011**Arrêté numéro D-9.2-2011-07 du ministre délégué
aux Finances en date du 31 octobre 2011**Loi sur la distribution de produits et services financiers
(L.R.Q., c. D-9.2)CONCERNANT le Règlement sur la formation continue
obligatoire du planificateur financier

VU que le paragraphe 5.1^o de l'article 200 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut déterminer par règlement les règles relatives à la formation continue obligatoire à l'égard des planificateurs financiers, après consultation de l'Institut québécois de planification financière;

VU que les premier et le deuxième alinéas de l'article 194 de cette loi prévoient que l'Autorité publie au Bulletin le projet de règlement et qu'un projet de règlement

doit être accompagné d'un avis indiquant notamment le délai avant l'expiration duquel le projet ne pourra être édicté ou soumis pour approbation et le fait que tout intéressé peut, durant ce délai, transmettre des commentaires à la personne qui y est désignée;

VU que les premier et troisième alinéas de l'article 217 de cette loi prévoient qu'un règlement pris par l'Autorité en application de la présente loi est soumis à l'approbation du ministre qui peut l'approuver avec ou sans modification, qu'un projet de règlement visé au premier alinéa ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée;

VU que le décret numéro 930-2011 du 14 septembre 2011 concernant le ministre délégué aux Finances prévoit que le ministre délégué aux Finances exerce, sous la direction du ministre des Finances, en ce qui concerne l'encadrement du secteur financier, les fonctions relatives à l'application de la Loi sur la distribution de produits et services financiers;

VU que le Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier a été approuvé par le décret numéro 970-2007 du 7 novembre 2007;

VU qu'il y a lieu de remplacer ce règlement;

VU que le projet de Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 8, n^o 29 du 22 juillet 2011;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 11 octobre 2011, par la décision n^o 2011-PDG-0165, le Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre délégué aux Finances approuve sans modification le Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 31 octobre 2011,

Le ministre délégué aux Finances,
ALAIN PAQUET

Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2, a. 200)

SECTION I

CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION

1. Le présent règlement s'applique à toute personne physique qui est titulaire d'un certificat délivré par l'Autorité des marchés financiers l'autorisant à utiliser le titre de planificateur financier.

2. Dans le présent règlement, on entend par :

« formateur » : la personne physique qui agit comme enseignant ou animateur et qui dispense une activité de formation;

« période de référence » : toute période de 24 mois débutant le 1^{er} décembre d'une année impaire;

« UFC » : unité de formation continue constituée d'une heure d'activité de formation élaborée et dispensée par l'Institut québécois de planification financière ou en partenariat avec lui, ou reconnue par l'Autorité conformément à la section III.

SECTION II

FORMATION

§1. Période, fréquence et contenu de la formation

3. Un planificateur financier doit, pour toute période de référence, suivre des activités de formation continue et accumuler 40 UFC réparties de la façon suivante :

1^o 15 UFC liées à des activités de formation élaborées et dispensées par l'Institut ou en partenariat avec lui, en planification financière intégrée, couvrant les 7 domaines d'intervention suivants :

- a) les finances;
- b) la fiscalité;
- c) les aspects légaux;
- d) la retraite;
- e) les successions;
- f) les placements;
- g) les assurances;

2^o 15 UFC liées à des activités de formation reconnues par l'Autorité, dans l'un ou plusieurs des 7 domaines d'intervention visés au paragraphe 1^o;

3^o 10 UFC liées à des activités de formation reconnues par l'Autorité, en matière de conformité aux normes, d'éthique et de pratique professionnelle, dont 5 UFC reliées directement à la planification financière.

À toutes les deux périodes de référence, les 10 UFC que le planificateur financier doit accumuler en vertu du paragraphe 3^o doivent comprendre 5 UFC afférentes à une activité de formation élaborée et dispensée par l'Institut ou en partenariat avec lui, dans les matières de conformité aux normes, d'éthique ou de pratique professionnelle ou sur l'évolution des règles de droit régissant le planificateur financier.

§2. Modulation de l'obligation de formation et dispenses

4. Le planificateur financier à qui un certificat est délivré par l'Autorité au cours d'une période de référence entamée doit accumuler, selon la répartition prévue à l'article 3, un nombre d'UFC, équivalent à la proportion que représente, par rapport à une période de référence, le nombre de mois complets au cours desquels il est titulaire du certificat. Pour le calcul de cette proportion, le nombre d'UFC est arrondi à l'unité supérieure la plus proche.

5. Le planificateur financier à qui un certificat est délivré par l'Autorité dans la première année suivant l'obtention de son diplôme de l'Institut est dispensé de suivre des activités de formation continue pour une période de 12 mois suivant la date de cette obtention.

6. Le planificateur financier est dispensé de ses obligations de formation continue s'il est absent ou en congé pendant une durée d'au moins quatre semaines consécutives notamment pour cause de maladie ou d'accident, ou pour des raisons familiales ou parentales. Pour l'application du présent article, les causes et modalités d'absence sont celles prévues aux sections V.0.1 et V.1 du chapitre IV de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N-1.1).

Le planificateur financier peut obtenir une dispense conformément au premier alinéa s'il présente une demande écrite à l'Autorité exposant les motifs qui justifient la dispense accompagnée du document explicatif ou du certificat médical attestant la situation alléguée.

Avant de refuser, en tout ou en partie, la demande de dispense, l'Autorité avise par écrit le planificateur financier de son droit de présenter des observations écrites dans le délai qu'elle indique.

7. Dès que cesse la situation ayant donné lieu à la dispense, le planificateur financier en avise l'Autorité par écrit. Il doit alors se conformer aux obligations prévues par le présent règlement et accumuler un nombre d'UFC équivalant à la proportion que représente, par rapport à une période de référence, le nombre de mois complets de cette période, écoulés ou non, au cours desquels il n'aura pas été dispensé de ses obligations. Pour le calcul de cette proportion, le nombre d'UFC est arrondi à l'unité supérieure la plus proche.

8. N'est pas dispensé de ses obligations au terme du présent règlement, le planificateur financier qui est suspendu ou radié temporairement ou dont le certificat est assorti de conditions ou de restrictions.

Toutefois, s'il est suspendu ou radié temporairement pour une période de plus d'un an, il est dispensé de ces obligations pour la partie de cette période qui excède un an.

§3. Cumul et affectation d'UFC

9. Le planificateur financier qui agit à titre de formateur d'une activité a droit, une seule fois pour cette activité, au double du nombre d'UFC attribué à celle-ci.

Le planificateur financier qui est suspendu ou radié ou dont le certificat est révoqué, non renouvelé ou assorti de conditions ou de restrictions, ne peut dispenser des activités de formation continue et se voir attribuer des UFC à titre de formateur pour ces activités.

10. Le planificateur financier ayant accumulé, au cours d'une période de référence, plus d'UFC que le nombre exigé aux paragraphes 2 et 3 de l'article 3, ne peut reporter ces UFC excédentaires pour une période de référence subséquente.

Toutefois, le planificateur financier qui, au cours d'une période de référence, a accumulé plus d'UFC que le nombre exigé au paragraphe 1^o de l'article 3, peut comptabiliser ces UFC excédentaires à titre d'UFC prévues au paragraphe 2 de l'article 3, mais uniquement au cours de cette même période.

11. Un planificateur financier qui, à la fin d'une période de référence, est en défaut de se conformer aux obligations de formation continue prévues par le présent règlement, ne peut, pour remédier à ce défaut, affecter à la période pour laquelle il est en défaut des UFC accumulés pendant la période de référence subséquente à moins que l'Autorité n'ait rendu une décision de suspension en vertu du deuxième alinéa de l'article 218 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2), et que telle décision n'ait été exécutée en entier.

§4. Avis de l'Autorité

12. Au plus tard 30 jours précédant la fin d'une période de référence, l'Autorité transmet un avis à chaque planificateur financier n'ayant pas accumulé le nombre d'UFC requis et il l'avise des conséquences prévues par le deuxième alinéa de l'article 218 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) ou par les articles 57 ou 63 du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant (D-9.2, r. 7).

13. Dans les 30 jours suivant la fin d'une période de référence, l'Autorité transmet un avis à chaque planificateur financier n'ayant pas accumulé le nombre d'UFC requis et l'avise des conséquences de son défaut prévues par le deuxième alinéa de l'article 218 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) ou par les articles 57 ou 63 du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant (D-9.2, r. 7).

§5. Conservation et communication des documents

14. Le planificateur financier doit conserver, pour une période de 24 mois suivant la fin d'une période de référence, les pièces justificatives concernant chaque activité de formation à laquelle il a participé notamment, les attestations de présence, de réussite d'examens, de tests ou les relevés de notes remises par le formateur, l'organisme ou l'établissement d'enseignement qui a dispensé les activités de formation continue.

15. Au cours d'une période de référence ou au plus tard dans les 20 jours de la réception de l'avis mentionné à l'article 13, un planificateur financier doit, lui-même ou par l'entremise du cabinet pour le compte duquel il agit ou de la société autonome dont il est un associé ou l'employé, transmettre à l'Autorité une copie des pièces justificatives concernant les activités auxquelles il a participé. En cas de défaut du planificateur financier de transmettre à l'Autorité une copie des pièces justificatives requises, les UFC afférentes aux activités reconnues concernées ne seront pas considérées valides aux fins des obligations de formation continue prévues par le présent règlement.

Toutefois, le planificateur financier est dispensé de l'obligation prévue au premier alinéa s'il communique sa présence aux activités de formation continue ou la fait communiquer par le cabinet pour le compte duquel il agit ou par la société autonome dont il est un associé ou l'employé, au moyen d'un accès sécurisé au site Internet de l'Institut. Il est tenu de transmettre une copie de ces

pièces seulement si l'Autorité l'exige pour vérifier l'exactitude des données. Dans ce cas, les copies doivent être transmises sur support papier dans les 30 jours de la demande de l'Autorité.

SECTION III RECONNAISSANCE DES ACTIVITÉS DE FORMATION

16. L'Autorité reconnaît une activité de formation si elle permet le développement des habiletés et des compétences suivantes :

1^o développement et enrichissement d'une vision globale et intégrée de la planification financière personnelle;

2^o acquisition, compréhension et application de connaissances théoriques et techniques dans les domaines d'intervention de la planification financière personnelle;

3^o acquisition, compréhension et application de connaissances théoriques et techniques en matière de conformité aux normes, d'éthique et de pratique professionnelle.

Toutefois, l'Autorité ne reconnaît pas les activités visant la vente de produits ou de services financiers spécifiques, incluant les valeurs mobilières.

17. La demande de reconnaissance doit être présentée à l'Autorité avant ou au maximum 6 mois après la tenue de l'activité, mais au plus tard le dernier jour de la période de référence au cours de laquelle l'activité est tenue par le formateur, l'organisme ou l'établissement d'enseignement qui dispense l'activité.

Au plus tard le dernier jour de la période de référence en cours, un planificateur financier peut présenter, conformément à l'article 18, une demande de reconnaissance d'une activité de formation qu'il a suivie et qui n'est pas déjà reconnue. La décision de reconnaissance rendue suite à une telle demande ne vaut que pour le planificateur financier visé.

18. La demande de reconnaissance doit contenir les éléments suivants :

1^o une description de l'activité de formation visée;

2^o le déroulement et la durée de cette activité;

3^o le nombre d'UFC demandé pour l'activité de formation;

4^o un document expliquant en quoi cette activité permet le développement des habiletés et des compétences mentionnées au premier alinéa de l'article 16;

5^o si la demande est présentée avant la tenue de l'activité, les nom et adresse du responsable de l'activité;

6^o si la demande est présentée après la tenue de l'activité par le planificateur financier lui-même, les pièces justificatives concernant cette activité le cas échéant;

7^o si la demande est présentée après la tenue de l'activité par le formateur, l'organisme ou l'établissement d'enseignement qui l'a dispensée, la liste des participants.

La demande est accompagnée du paiement des frais fixés par l'Autorité pour la présentation d'une demande de reconnaissance.

19. L'Autorité accorde ou refuse la reconnaissance dans les 30 jours de la réception de la demande. Lorsque la reconnaissance est refusée ou que l'activité est reconnue pour un nombre d'UFC inférieur à celui demandé, l'Autorité en indique les motifs au demandeur par écrit.

20. La reconnaissance est valide pour la période de référence en cours au moment où l'activité est tenue. La personne qui désire renouveler cette reconnaissance doit présenter à l'Autorité une nouvelle demande.

21. Le responsable d'une activité doit aviser l'Autorité de toute modification relativement à l'un des éléments énumérés à l'article 18.

Par suite de l'avis de modification prévu au premier alinéa, l'Autorité peut annuler la reconnaissance de l'activité, augmenter ou diminuer le nombre d'UFC attribué à celle-ci. L'Autorité transmet ensuite sa décision au demandeur.

22. L'Autorité peut annuler la reconnaissance d'une activité, augmenter ou diminuer le nombre d'UFC attribué à celle-ci si elle constate que l'activité offerte diffère de celle reconnue.

Lorsque l'Autorité annule la reconnaissance, augmente ou diminue le nombre d'UFC qui y est attribué, elle avise par écrit le demandeur concerné.

SECTION IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

23. L'article 8 du présent règlement s'applique aux planificateurs financiers qui, le 1^{er} décembre 2011, sont suspendus ou radiés temporairement ou dont le certificat est assorti de conditions ou de restrictions.

24. Le présent règlement remplace le Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier, approuvé par le décret numéro 970-2007 du 14 novembre 2007.

25. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} décembre 2011.

56489

Regulation respecting the compulsory professional development of financial plannersⁱ

The *Autorité des marchés financiers* (the “Authority”) is publishing the following Regulation:

- *Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners.*

Notice of Publication

The regulation, which was made by the Authority on October 11, 2011, has received ministerial approval as required and will come into force on December 1, 2011.

The Ministerial Order approving the Regulation was published in the *Gazette officielle du Québec*, dated November 23, 2011, and is also published hereunder.

November 25, 2011

ⁱ Publication authorized by *Les Publications du Québec*

M.O., 2011**Order number D-9.2-2011-07 of the Minister for Finance dated 31 October 2011**

An Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q., c. D-9.2)

CONCERNING Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners

WHEREAS, under paragraph 5.1 of section 200 of the Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2), the Autorité des marchés financiers shall determine, by regulation, the rules relating to compulsory professional development of financial planners, after consultation with the Institut québécois de planification financière;

WHEREAS, under the first and the second paragraphs of section 194 of the Act, the Authority shall publish its draft regulations in the information bulletin and every draft regulation must be published with a notice stating the time that must elapse before the draft regulation may be made or be submitted for approval, and stating the fact that any interested person may, during that time, submit comments to the person designated in the notice;

WHEREAS, under the first and the third paragraphs of section 217 of the Act, a regulation made by the Authority must be submitted to the Minister for approval with or without amendment, a draft of a regulation referred to in the first paragraph may not be submitted for approval and the regulation may not be made before 30 days have elapsed since the publication of the draft and the regulation comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS Order in Council no. 930-2011 of September 14, 2011 concerning the Minister for Finance provides that the Minister for Finance is, under the supervision of the Minister of Finance, responsible for the application of the Act respecting the distribution of financial products and services;

WHEREAS the Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners has been approved by Order in Council no. 9700-2007 dated November 7, 2007;

WHEREAS there is cause to replace this regulation;

WHEREAS the draft Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners was published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, volume 8, no. 29 of July 22, 2011;

WHEREAS this draft regulation was made by the Autorité des marchés financiers made by decision no. 2011-PDG-0165 dated October 11, 2011;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister for Finance approves without amendment the Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners appended hereto.

31 October 2011

ALAIN PAQUET,
Minister for Finance

Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners

An Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q., c. D-9.2, s. 200)

DIVISION I SCOPE AND INTERPRETATION

1. This Regulation applies to every natural person who holds a certificate issued by the Autorité des marchés financiers (the "Authority") authorizing the person to use the title of financial planner.

2. In this Regulation,

"PDU" means a professional development unit consisting of one hour of training activity developed and provided by or in partnership with the Institut québécois de planification financière (the "IQPF") or recognized by the Authority pursuant to Division III;

"reference period" means any 24-month period beginning on December 1 of an odd-numbered year;

"trainer" means a natural person who acts as an instructor or facilitator and who provides a training activity.

DIVISION II TRAINING

§1. Period, frequency and content of training

3. A financial planner must, in respect of any reference period, take part in professional development activities and accumulate 40 PDUs apportioned as follows:

(1) 15 PDUs related to training activities developed and provided by or in partnership with the IQPF involving integrated financial planning in the following seven areas:

- (a) finance;
- (b) taxation;
- (c) legal aspects;
- (d) retirement planning;
- (e) estate planning;
- (f) investment;
- (g) insurance;

(2) 15 PDUs related to training activities recognized by the Authority in one or more of the seven areas listed in subparagraph 1; and

(3) 10 PDUs related to training activities recognized by the Authority in subjects pertaining to compliance with standards, ethics and business conduct, including five PDUs related directly to financial planning.

At the end of every second reference period, the 10 PDUs that the financial planner must accumulate under subparagraph 3 are to include five PDUs related to a training activity developed and provided by or in partnership with the IQPF in subjects pertaining to compliance with standards, ethics and business conduct or regarding developments in the rules of law governing financial planners.

§2. Variations in the training requirement and exemptions

4. A financial planner who is issued a certificate by the Authority during a reference period that has already begun must accumulate, according to the apportionment in section 3, a number of PDUs equal to the proportion that the number of full months for which the certificate has been held is to a reference period. In computing such proportion, the number of PDUs is rounded up to the nearest unit.

5. A financial planner who is issued a certificate by the Authority during the first year following the awarding of the IQPF diploma is exempt from the requirement to take part in professional development activities for a 12-month period following the date on which the diploma was awarded.

6. A financial planner is exempt from professional development requirements if he is absent or on leave during a period of at least four consecutive weeks, in particular owing to sickness or accident, or for family or parental reasons. For purposes of this section, the causes and terms of an absence are those set out in Divisions V.0.1 and V.1 of Chapter IV of An Act respecting labour standards (R.S.Q., c. N-1.1).

A financial planner may obtain an exemption in accordance with the first paragraph if he submits a written application to the Authority outlining the reasons for the exemption together with an explanatory document or medical certificate in support of the alleged situation.

Before refusing in whole or in part an application for an exemption, the Authority must give the financial planner written notice of his right to submit written observations within the time limit indicated by it.

7. The financial planner must notify the Authority in writing as soon as the situation giving rise to the exemption ceases to exist. He must then comply with the requirements prescribed by this Regulation and accumulate a number of PDUs equal to the proportion that the number of full months, whether or not elapsed, during which he was not exempted from the requirements during a reference period is to that reference period. In computing such proportion, the number of PDUs is rounded up to the nearest unit.

8. A financial planner who has been suspended or struck off the roll temporarily or whose certificate includes conditions or restrictions is not exempted from the requirements prescribed by this Regulation.

However, if the financial planner has been suspended or struck off the roll temporarily for more than one year, he is exempted from these requirements for the portion of such period that exceeds one year.

§3. Accumulation and assignment of PDUs

9. A financial planner who acts as an activity trainer is entitled, only once for the activity, to double the number of PDUs awarded for the activity.

A financial planner who has been suspended or struck off the roll or whose certificate has been cancelled, has not been renewed or includes conditions or restrictions may not provide professional development activities and be awarded PDUs as an activity trainer for such activities.

10. A financial planner who, in respect of a reference period, has accumulated more PDUs than the number required under subparagraphs 2 and 3 of section 3 may not carry the excess PDUs over to a subsequent reference period.

However, a financial planner who, in respect of a reference period, has accumulated more PDUs than the number required under subparagraph 1 of section 3 may include the excess PDUs as PDUs referred to under subparagraph 2 of section 3, but solely in respect of the same period.

11. A financial planner who, at the end of a reference period, has failed to comply with the professional development requirements prescribed by this Regulation, may not, for the purpose of remedying such failure, assign to the period in respect of which he is in default PDUs accumulated during the subsequent reference period until the Authority has rendered a suspension decision under the second paragraph of section 218 of An Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2), and such decision has been fully executed.

§4. Notice from the Authority

12. At least 30 days before the end of a reference period, the Authority must send a notice to each financial planner who has not accumulated the required number of PDUs informing the financial planner of the consequences under the second paragraph of section 218 of An Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2) or under sections 57 or 63 of the Regulation respecting the issuance and renewal of representatives' certificates (D-9.2, r. 7).

13. Within 30 days after the end of a reference period, the Authority must send a notice to each financial planner who has not accumulated the required number of PDUs informing the financial planner of the consequences of his failure under the second paragraph of section 218 of An Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2) or under sections 57 or 63 of the Regulation respecting the issuance and renewal of representatives' certificates (D-9.2, r. 7).

§5. Keeping and sending of documents

14. A financial planner must keep, for a 24-month period following the end of a reference period, the supporting documents regarding each training activity in which he took part, in particular attendance vouchers, certificates of exam or test results or transcripts issued by the trainer, organization or educational institution that provided the professional development activities.

15. During a reference period or within 20 days after receipt of the notice referred to in section 13, a financial planner must, personally or through the firm for which the financial planner is acting or the independent partnership of which the financial planner is a partner or employee, send to the Authority a copy of the supporting documents for the activities in which he took part. If the financial planner fails to send the Authority a copy of the required supporting documents, the PDUs for the recognized activities in question are not to be considered valid for purposes of the professional development requirements prescribed by this Regulation.

However, a financial planner is exempt from the requirement under the first paragraph if the financial planner or the firm for which the financial planner is acting or the independent partnership of which the financial planner is a partner or employee registers his attendance at the professional development activities by means of secured access to the IQPF's website. The financial planner must send a copy of supporting documents only if the Authority so requires for data verification purposes, in which case paper copies must be provided within 30 days of the Authority's request.

DIVISION III RECOGNITION OF TRAINING ACTIVITIES

16. The Authority recognizes a training activity if it enables the following skills and competencies to be developed:

- (1) development and betterment of a comprehensive and integrated vision of personal financial planning;
- (2) acquisition, comprehension and application of theoretical and technical knowledge in the areas related to personal financial planning; and
- (3) acquisition, comprehension and application of theoretical and technical knowledge in subjects pertaining to compliance with standards, ethics and business conduct.

However, the Authority does not recognize activities pertaining to the sale of specific financial products or services, including securities.

17. An application for recognition must be submitted to the Authority before or not more than six months after the activity is held, but not later than the last day of the reference period during which the activity is held, by the trainer, organization or educational institution providing the activity.

No later than the last day of the reference period in effect, a financial planner may, in accordance with section 18, submit an application for recognition of a training activity in which he took part and which has not already been recognized. The recognition decision rendered further to such an application is valid only for the financial planner in question.

18. The application for recognition must include:

- (1) a description of the training activity in question;
- (2) the procedure for the activity and its duration;
- (3) the number of PDUs requested for the training activity;
- (4) a document explaining how the activity develops the skills and competencies referred to in the first paragraph of section 16;
- (5) if the application is submitted before the activity is held, the name and address of the person responsible for the activity;
- (6) if the application is submitted after the activity is held, by the financial planner personally, any supporting documents for the activity;
- (7) if the application is submitted after the activity is held, by the trainer, organization or educational institution providing the activity, a list of participants.

The application must be accompanied by payment of the fees determined by the Authority for an application for recognition.

19. The Authority must recognize or refuse to recognize an activity within 30 days of receipt of the application. If the recognition is refused or the activity is recognized for fewer PDUs than requested, the Authority must give written reasons therefor to the applicant.

20. The recognition is valid in respect of the reference period in effect when the activity is held. A person who wishes to renew the recognition must submit a new application to the Authority.

21. The person responsible for an activity must inform the Authority of any change in any of the items listed in section 18.

Further to the notice of change referred to in the first paragraph, the Authority may terminate recognition of the activity or increase or decrease the number of PDUs awarded for the activity. The Authority must then send its decision to the applicant.

22. The Authority may terminate recognition of an activity or increase or decrease the number of PDUs awarded for such activity if it becomes aware that the activity being provided is different from the activity that was recognized.

If the Authority terminates recognition of the activity or increases or decreases the number of PDUs awarded for such activity, it must give written notice thereof to the applicant concerned.

DIVISION IV TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

23. Section 8 of this Regulation applies to financial planners who, as at December 1, 2011, are suspended or struck off the roll temporarily or whose certificate includes conditions or restrictions.

24. This Regulation replaces the Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners, approved by Order in Council 970-2007 dated November 14, 2007.

25. This Regulation comes into force on December 1, 2011.

1711